

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 23/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STE EVERGLASS

Rue Louis Blériot
ZI le Fief du Roy
16100 Châteaubernard

Références : 2026 436 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0007201488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement STE EVERGLASS implanté Rue Louis Blériot ZI le Fief du Roy 16100 Châteaubernard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée afin de suivre les actions déployées par l'exploitant dans le cadre de son plan d'actions pour réduire à la source, les envols de poussières occasionnant des nuisances auprès du voisinage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STE EVERGLASS
- Rue Louis Blériot ZI le Fief du Roy 16100 Châteaubernard
- Code AIOT : 0007201488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans le traitement du verre ménager. Le process consiste à broyer et trier de façon mécanique les apports des collectivités afin de séparer le verre des autres déchets et de supprimer les impuretés telles que les étiquettes, colles, bouchons, etc. Le verre ainsi trié est expédié vers les sites de Verallia pour la fabrication de bouteilles ou de fibres de verre.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral complété en dernier lieu en août 2025.

À noter que l'établissement emploie près de 30 personnes sur site. L'établissement fait un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 10 M€.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Entretiens et conduites – rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3.4	Demande d'action corrective	9 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
11	Réduction des émissions diffuses en poussières	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
12	Plan de surveillance des émissions diffuses de poussières	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
16	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 11	Demande d'action corrective	6 mois
18	Analyse PFAS dans les eaux de surface	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	6 mois
19	Clôture	AP Complémentaire du 27/06/2019, article 7.1.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume des stocks	Arrêté Préfectoral du 13/02/2203, article 3.1	Sans objet
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.1.6	Sans objet
3	Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3.11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, articles 3.2, 3.3, 3.4	Sans objet
6	Voies échelles	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.2.2.4	Sans objet
7	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.2.4	Sans objet
9	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III	Sans objet
10	Réduction des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 5	Sans objet
13	Système de traitement des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 8	Sans objet
14	Maîtrise du risque incendie au niveau du dépoussiéreur	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 9	Sans objet
15	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 10	Sans objet
17	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 2.3 et 2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en évidence que les échéances du plan d'actions de l'exploitant, concernant la maîtrise des envols de poussières, étaient tenues et que les moyens financiers alloués à la thématique étaient conséquents (environ 630 k€ pour l'année 2025).

À noter qu'au jour de l'inspection, aucun envol de poussières en dehors des limites de propriété n'a été observé qui était imputable à Everglass malgré un empoussièrement assez important au niveau de la zone process interne au site. Toutefois, des émissions diffuses de poussières provenant de la société voisine SRPVI ont été constatées par les inspecteurs.

Enfin concernant les mises en conformité attendues sur les autres sujets (incendie, rejets...), l'exploitant a déployé des actions correctives qui permettent de solder plusieurs non-conformités observées en janvier 2025.

Toutefois, quelques non-conformités ont été relevées requérant la mise en oeuvre de dispositions correctives de la part de Everglass. Ces éléments sont consignés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 3.1

Thème(s) : Situation administrative, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la visite d'inspection (VI) de 2025 :

Par courriel de novembre 2024, l'exploitant a présenté l'état des stocks qui s'avère conforme pour les fractions 0-4 mm et pour le verre brut ménager, mais pas pour les rejets de tri optique (RTO), pour lesquels 19738 m³ (soit 25659 t) sont stockés sur site pour une limite à 3700 m³.

L'inspection relève que les stocks depuis la dernière inspection en RTO ont été réduits mais sont toujours non-conformes. Un plan d'actions a été défini par l'exploitant pour diminuer les stocks, notamment par la production de sable de verre, le passage de RTO dans l'installation et par l'augmentation des expéditions à l'extérieur de l'installation.

...

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les actions pour réduire les stockages de RTO sur site pour respecter les capacités autorisées, et de rendre compte périodiquement à l'inspection de l'évolution de la situation. En outre si l'exploitant souhaite augmenter les capacités de stockage sur site, il doit adresser à l'inspection un rapport à porter à connaissance, avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.

Article 2 de l'APC du 05/08/2025 :

Volume verre brut : 10 000 m³ ;
Volume fraction 0-4mm : 10 000 m³ ;
Volume RTO : 10 000 m³ ;
Volume déchets de tri (DIB) : 120 m³ ;
Volume déchets de tri (métaux) : 100 m³ ;
Volume déchets de tri (verre cristal) : 10 m³ ;

Constats :

Depuis la dernière inspection, des actions ont été mises en œuvre pour réduire les stocks de coproduits sur site (RTO...).

Par courriel du 17/02/2026, l'exploitant a transmis l'état des stocks à fin décembre 2025 et à fin janvier 2026 ; celui-ci s'établit comme suit :

Déchets	Quantités autorisées (en m ³) – APC 2025- 08-05	Quantité stockée au 31/12/25 (en m ³)	Quantité stockée au 31/01/26 (en m ³)
Verre ménager	10 000	1 568	2 812
0-4mm	10 000	289	242
Rejets de tri optique (RTO)	10 000	3 396	3 105
DIB	120	0	70
Métaux	100	0	60
Verre cristal	10	0	0
Total	30 230	5 253	6 289

<p>L'exploitant précise réaliser des inventaires mensuels avec le concours d'un géomètre. Le dernier inventaire a été réalisé le 28/02/2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Volume verre brut : 3247 m³ ; -Volume fraction 0-4mm : 243 m³ ; -Volume RTO : 4373 m³ ; -Volume déchets de tri (DIB) : 50 m³ ; -Volume déchets de tri (métaux) : 60 m³ ; -Volume déchets de tri (verre cristal) : 0 m³. <p>Par rapport à la situation observée début 2025, les volumes de déchets de verre ont diminué nettement.</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir expédié les déchets de verre (< 10 mm) chez CDMR Garandeau à Châteauneuf-sur-Charente ; environ 33 000 tonnes ont été évacuées en 2025 dans cette filière (ce qui a représenté environ 430 k€). L'exploitant souhaite poursuivre ces évacuations au fil de l'eau pour éviter d'accumuler un passif.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2025 :</p> <p>Pour rappel, l'EDD de 2022 indique que « la mise en place d'un mur en parpaing de 2 m de hauteur, entre l'abri de la cuve de GNR et le bassin des eaux pluviales, sur une distance de 20 m au niveau de la zone de dépotage permettrait de limiter les effets hors site à des flux de 5 kW/m² et 3kW/m² ». L'EDD conclut que « La mise en place d'un mur en parpaings entre l'abri de la cuve de GNR et le bassin de rétention des eaux pluviales semble la solution technico-économique la plus adaptée pour réduire ces effets hors site ».</p> <p>L'EDD prévoit que, pour confiner in situ les effets thermiques supra, il suffit de mettre en place cette protection coupe-feu en limite de propriété sur une longueur de 20 m et d'une hauteur de 2 mètres (possibilité de mettre en place un merlon).</p> <p>Le positionnement du mur est précisé sur le schéma suivant</p> <p>Pour attester de la conformité sur ce point, l'exploitant a transmis un devis et une commande de la société SRM datant de février 2023. Dans ces documents, il est bien prévu de mettre en place un mur coupe-feu (longueur 20 m et hauteur 2 m) pour cuve à fioul. En revanche, le degré coupe-feu dudit mur n'est pas précisé dans les documents.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté qu'un mur en parpaing était bien présent et que, au regard de sa structure, celui-ci peut être considéré comme coupe-feu 2 h. En revanche, l'inspection a constaté que les supports/poteaux métalliques permettant la tenue du mur n'avaient pas été recouverts d'un produit de type flocage coupe-feu. Les éléments métalliques des</p>

<p>poteaux sont apparents. Cette situation est susceptible d'induire une fragilité et une absence de tenue au feu du mur sur une durée de plus de 15 minutes.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'enduire les zones métalliques laissées à nu au niveau du mur supra par un produit qualifié coupe-feu 2 h a minima - de transmettre un justificatif attestant du degré coupe-feu du mur.
<p>Constats :</p> <p>Les parties métalliques du mur coupe-feu précitées ont été recouvertes d'un produit qualifié coupe-feu 2h. Cela a bien été justifié et l'inspection en a fait le constat lors du contrôle de ce jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3.11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2025 :</p> <p>Par courriel de novembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il est prévu d'équiper la station de traitement des eaux pluviales par un système de charbon actif avant la fin de l'année 2024. Il a été mis en œuvre fin novembre.</p> <p>L'exploitant indique que des mesures de DCO sont faites une fois par mois en interne et que le contrôle réglementaire est annuel. L'exploitant indique que la mesure de mi décembre 2024 conduirait à une concentration de 10 mg/l (rapport non reçu à date par l'exploitant). La VLE opposable pour la DCO est de 125 mg/l.</p> <p>...</p> <p>Lors de la visite terrain, la station d'épuration interne du site a été observée. Le dispositif de filtration au charbon actif était présent.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que les concentrations et les flux en DCO au niveau des rejets aqueux sont désormais conformes (transmettre le rapport de décembre 2024 et les rapports de mesures internes réalisées mensuellement).</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière analyse des eaux de surface a été réalisée le 02/12/2025 par Hydro Invest.</p> <p>L'analyse n'a révélé aucun dépassement des VLE des paramètres réglementés et pour information, la concentration en DCO a été mesurée à 26 mg/l.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, articles 3.2, 3.3, 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2025 : Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de : ... <ul style="list-style-type: none">- justifier l'acceptabilité des écarts observés sur les sections de mesurage des 5 émissaires atmosphériques du site- justifier que le système de filtration poussières du conduit 1 est conforme et opérationnel, en détaillant notamment les actions de suite réalisées pour répondre à la recommandation de SOCOTEC de 2023 « il est recommandé de réaliser une nouvelle série de 3 mesurages après vérification du système de filtration. »).
Constats : De nouvelles analyses des rejets atmosphériques ont été réalisées en novembre 2025. Le rapport a été établi par Socotec et est daté du 23/01/2026. Le rapport supra a bien pris en compte les remarques de l'inspection formulée à l'issue de la précédente inspection. En effet : <ul style="list-style-type: none">- 3 essais successifs ont bien été réalisés pour évaluer la qualité des rejets au niveau des 5 conduits réglementés sur site ;- une analyse des non-conformités observées par rapport aux normes liées aux sections de mesurage des émissaires, a été produite pour ces 5 conduits. Cette analyse conduit à considérer que les non-conformités n'ont pas d'impacts sur la représentativité des mesures pour l'ensemble des polluants atmosphériques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien et conduites – rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2025 : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que des obturateurs sont bien présents au niveau des séparateurs à hydrocarbures (HCT) du site et que ces derniers sont bien contrôlés à l'occasion des nettoyages périodiques de ces ouvrages épuratoires.
Constats : L'exploitant précise ne pas avoir d'obturateurs au niveau des séparateurs à hydrocarbures. Ce point sera traité au plus tard à la même échéance que l'étanchéification du bassin de

confinement, soit août 2028.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, au courant de l'année 2028, de mettre en place des obturateurs ad hoc au niveau des deux séparateurs HCT du site pour permettre leur isolement en cas de détection de présence d'hydrocarbures. L'exploitant transmet, d'ici la fin de l'année 2026, les bons de commande précisant la bonne prise en compte de cette mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Voies échelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2025 : Dans son courriel de fin novembre 2024, l'exploitant a indiqué que les bâtiments font bien plus de 8 mètres mais n'a pas répondu explicitement à la demande concernant les voies échelles. La seule mention suivante ayant été donnée « échelles à crinoline + ligne de vie », ce qui ne répond pas à la prescription pour les pompiers. Sur le terrain, il a été constaté qu'aucune voie échelle n'est présente. Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de prendre l'attache du SDIS pour définir la nécessité de disposer de voies échelles sur site et, en fonction du résultat des échanges, de matérialiser au sol ces voies échelles.
Constats : À la suite de l'inspection, le SDIS a été consulté et a indiqué à l'exploitant avoir « identifié 2 façades de l'atelier de production (de plus de 8 m) accessibles par voie échelle » et recommandé « de matérialiser par des panneaux ces 2 voies échelles afin qu'elles ne soient pas encombrées, et de les notifier sur les plans ».
Lors de la visite des installations, un signalétique des zones dédiées aux pompiers pour la mise en station des échelles du SDIS a bien été constatée au niveau de l'atelier de production du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.2.4
--

Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2025 : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place un système de détection automatique d'incendie aux emplacements qui le requièrent. Il est également demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous trois mois : <ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs de résorption des anomalies affectant le désenfumage - les justificatifs attestant que les extincteurs « percutés » ont bien été remplacés - le retour du gestionnaire pour démontrer que les poteaux incendie publics, valorisés pour la défense incendie du site, débitent bien 60 m³/h sous 1 bar.
Constats : 1) Concernant la détection incendie au niveau des zones de lavage, de séchage, la détection incendie a été complétée et installée le 09/10/2025 par la société Eurofeu. Les systèmes de détection et d'extinction automatique d'incendie ont été renforcés dans les locaux où se trouvent des armoires électriques. 2) Concernant les anomalies affectant le désenfumage, l'exploitant avait justifié que ces dernières avaient été résorbées. En effet, le contrôle réalisé par Eurofeu en juillet 2025 a permis de relever que les installations de désenfumage étaient en bon état de fonctionnement. 3) Concernant les extincteurs à remplacer, les actions correctives ont été menées. D'ailleurs, des rapports de contrôle d'Eurofeu de 2025 ont été transmis. Les anomalies précisées dans ces rapports ont été levées (remplacement d'extincteurs, contrôle complémentaire d'extincteurs initialement vus inaccessibles...) 4) Concernant les poteaux publics 42 et 56 à proximité des installations, le service en charge de la gestion de l'eau (AGUR) a transmis les derniers contrôles réalisés sur ces derniers en octobre 2024. Dans les deux cas, il est bien indiqué que le débit est bien de 60 m ³ /h sous 1 bar.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2025 : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de : <ul style="list-style-type: none"> - réaliser une vérification complémentaire des installations électriques qui n'ont pas été contrôlées fin 2024 - mettre en place les actions correctives pour lever les non-conformités électriques susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Pour justifier l'absence de risques, l'exploitant

transmet à l'inspection un justificatif de type Q18 négatif.
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente inspection, l'exploitant a mis en place les actions nécessaires pour remédier aux anomalies électriques les plus à enjeux. L'exploitant a également fait procéder depuis lors aux contrôles des installations électriques qui n'avaient pas été vérifiées lors des précédents contrôles. Pour rappel, cela concernait « des contrôles de mises à la terre qui ont été omis ainsi que des contrôles d'éclairages ou encore de dispositifs différentiels à courant résiduel ».</p> <p>Pour le justifier, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE en décembre 2025. Celui-ci conclut que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification des installations électriques a été complète ; - les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion ; d'autant plus que l'APAVE consigne dans son rapport que « des travaux de mise en conformité ont été réalisés suite aux observations des années précédentes ». <p>Malgré l'absence de risque pouvant être induit par les installations électriques, 12 anomalies sont consignées dans le rapport de vérification de l'APAVE pour lesquelles, l'exploitant aurait mis en place des actions correctives dont il devra justifier l'effectivité.</p> <p>Enfin, l'exploitant a transmis le certificat Q19 relatif aux contrôles des installations électriques par thermographie IR réalisés en juillet 2025. Ce rapport conclut qu'« au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent. La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque. »</p> <p>En outre, il est précisé de mettre en œuvre les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « réaliser le dépoussiérage périodique des armoires électriques, remplacer à courts termes l'armoire éclairage de l'usine qui est excessivement poussiéreuse » ; - « les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge, prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules ». <p>Les recommandations sus-citées n'ont pas fait l'objet d'actions particulières de la part de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lever les 12 non-conformités électriques relevées en décembre 2025 ; - réaliser des opérations de dépoussiérage périodique au niveau des armoires électriques process de l'établissement ; - procéder au contrôle des cellules haute tension du site. <p>L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs des actions réalisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 9 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI de 2025 :

L'ARF et l'ETF ont été réalisées par BCM Foudre en juillet 2024.

Les installations étudiées au sein de ces études sont les suivantes :

- unité broyage fin et principale
- silos verres blancs solides
- atelier maintenance
- hangar poids lourds et stockage-station GNR
- silos sables de verre.

Pour ces structures, l'ARF conclut à :

- aucune protection nécessaire sur les structures
- aucune protection nécessaire sur les lignes externes.

Néanmoins, il est indiqué que « De plus, nous protégerons les principales lignes externes afin d'assurer une continuité de services en cas de surtensions provenant du réseau général ».

Enfin, l'ETF réalisée prévoit la nécessité de réaliser les travaux suivants :

- parafoudre au niveau du transformateur principal
- parafoudres sur les centrales de détection incendie des deux locaux électriques
- des mises à la terre/liaisons équipotentielles sont à mettre pour les équipements suivants : canalisation gaz, stockage bouteille de gaz atelier maintenance, armoire stockage solvants atelier maintenance et cuve stockage GNR et distribution GNR.

Les travaux sont en cours de réalisation par la société BRUNET et seront finalisés au courant du 1er trimestre 2025. Lors de la visite des installations, il a été constaté que les travaux avaient débuté puisqu'au niveau de la zone distribution/stockage de GNR, des prises de terre étaient présentes.

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que l'ensemble des travaux de protection contre la foudre ont bien été réalisés. L'exploitant procède, au plus tard six mois après la réalisation de ces travaux, à une vérification complète initiale des protections foudre par un organisme compétent distinct de l'installateur.

L'absence de réalisation des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Des travaux de mise en conformité foudre ont eu lieu après l'inspection de janvier 2025. Pour justifier de la conformité des travaux réalisés, une vérification complète des protections foudre a été réalisée par l'APAVE en avril 2025.

Le rapport conclut que « la conformité de l'installation peut être prononcée au vu des résultats / aucune observation sur les éléments des systèmes de protection foudre n'est relevée ».

Par sondage, l'inspection relève que les équipements listés dans l'ETF de 2024 ont bien été contrôlés dont les mises à la terre diverses, les parafoudres du poste HT/BT et ceux des centrales incendie des locaux électriques des unités de broyage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réduction des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Afin de limiter les envols de poussières dans l'environnement proche du site, l'exploitant met en place un système d'arrosage des voiries. Ce système d'arrosage par diffusion est alimenté par l'eau du réseau public en vue de rabattre les poussières et de les fixer sur la chaussée du site.

Constats :

Un système d'arrosage fixe des voiries internes à l'établissement est présent ; celui-ci était en fonctionnement lors de la visite du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réduction des émissions diffuses en poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place des actions destinées à limiter les émissions diffuses en poussières en dehors des limites du site. Ces actions sont revues périodiquement et leur efficacité est régulièrement examinée (l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs sur ces points).

En outre, l'exploitant met en place les actions suivantes (liste non exhaustive) :

- contrôle mensuel du bon fonctionnement des installations de dépoussiérage du site ;
- stocks suffisants sur site de pièces de rechange et de consommables pour les filtres à manche et les dépoussiéreurs ;
- nettoyage, si cela s'avère nécessaire, de la voirie interne et externe du site ; l'exploitant est en mesure de justifier de la pertinence des périodicités de nettoyage retenues ;
- calfeutrage des zones de chargement du sable de verre et mise en place de manchettes télescopiques ;
- recherche et mise en place, si cela s'avère nécessaire, d'un dispositif de détection de poussières humides en sortie d'exutoires canalisés ;
- stock de DIB placé à l'abri ;
- réalisation d'audits périodiques de l'aspiration et du fonctionnement des dépoussiéreurs et mise

en place des actions correctives préconisées ;

- mise en place d'un bardage et/ou d'une bâche à la place des filets au niveau de la zone de chargement du sable de verre ;
- mise en place d'un dispositif de type bâche ou autre au niveau des silos à verre blanc ;
- étanchéification de la zone en sortie calcin blanc ;
- mise en place de laveurs de roues pour les camions au niveau des portails et du pont bascule ;
- etc.

La pérennité des actions sus-citées est garantie par l'exploitant.

Les mesures proposées dans le présent article peuvent être substituables / adaptées dès lors que l'exploitant démontre globalement l'efficacité des actions mises en œuvre

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 17/02/2026, un plan d'actions poussières mis à jour le 06/02/2026 (voir ci-dessous).

Toutes les actions réglementaires (reprises dans les prescriptions supra) sont bien présentes dans le plan d'actions de l'exploitant.

Toutefois, les actions suivantes ne sont pas encore finalisées :

- recherche et mise en place, si cela s'avère nécessaire, d'un dispositif de détection de poussières humides en sortie d'exutoires canalisés : cause : « Projet reporté - Priorité contrôle humidité sur produits + contrôle mensuel des installations de dépoussiérage + contrôle annuel des rejets » ;
- stock de DIB placé à l'abri : cause : « Devis reçu. Solution très chère + temps d'arrêt (immobilisation du tapis sortie DIB) - 177 k€ » : voirie refaite et maintien stock bas-étanchéification de la zone en sortie calcin blanc : cause : « Étude de flux reportée en 2026 / 2027 avec intégration de la solution étanchéification bassin » ;
- mise en place de laveurs de roues pour les camions au niveau des portails et du pont bascule : cause : « Étude de flux reportée en 2026 / 2027 avec intégration de la solution étanchéification bassin ».

Il a aussi été relevé que :

- l'exploitant procédait bien à des nettoyages des voiries internes et externes à l'établissement ; il s'agit d'une prestation externe de balayage mécanique (la complétude du registre d'entrée des intervenants sur site a été consultée par les inspecteurs et sur la période de février, il a été constaté que cette prestation de balayage était effectuée chaque semaine) ;
- des stockages de manches neuves étaient présentes sur site pour permettre de remplacer, sans délai, les manches percées du système de traitement des poussières.

Par sondage, l'inspection a bien constaté sur le terrain, la mise en place effective des points suivants :

- calfeutrage des zones de chargement du sable de verre et mise en place de manchettes télescopiques (voir photo infra) ;



- mise en place d'un bardage / d'une bâche à la place des filets au niveau de la zone de chargement du sable de verre ;
- mise en place d'une bâche de chantier au niveau de la partie supérieure (haute) des silos à verre blanc.

Les dispositifs déclinés par l'exploitant pour ces trois items s'avèrent globalement conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre le déploiement des dispositions en lien avec la maîtrise des émissions de poussières telles que dressées dans son plan d'actions. Il en rend compte à l'inspection d'ici trois mois. Des mesures d'efficacité des actions d'ores et déjà déployées sont également présentées suivant cette échéance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Plan de surveillance des émissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation du site ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des

premiers bâtiments d'accueil de personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les six mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur seuil de 500 mg/m²/jour, la fréquence semestrielle devient annuelle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur seuil de 500 mg/m²/jour, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu infra, la fréquence redeviendra semestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges. Le respect de la norme ad hoc en vigueur pour la réalisation de ce suivi, est réputé répondre aux exigences réglementaires du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

Le seuil à ne pas dépasser est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées dans le cadre du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel à transmettre à l'inspection, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Lors de la réalisation des campagnes de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation.

La station météorologique installée à cet effet est maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

À défaut d'une telle station sur le site, l'exploitant dispose d'un abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance. Ces données, issues de la station météorologique la plus proche et la plus représentative du site de l'exploitant, sont communiquées par un fournisseur de services.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni les deux derniers rapports de surveillance des retombées particulières / de poussières autour du site Everglass :

1) Rapport ATMO pour la campagne menée sur un mois entre juin et juillet 2025 : les niveaux de dépôts de poussières varient avec des valeurs comprises entre 347 et 524 mg/m²/j. ATMO conclut que les dépôts mesurés sont plus élevés qu'en 2023. ATMO précise que les niveaux observés et leurs répartitions peuvent suggérer que « des sources locales ou diffuses, extérieures au site industriel, contribuent également aux dépôts mesurés sur le territoire ».

2) Rapport AGIR Laboratoire pour la campagne sur un mois menée entre novembre et décembre 2025 : les stations situées en limite de site présentent des niveaux d'empoussièrement importants à forts. En particulier, la station n° 15 - Limite de site Est dépasse le seuil de 500 mg/m²/j fixé réglementairement (mesure à 560 mg/m²/j). Le laboratoire évoque également que « cette non-conformité ne peut être attribuée uniquement à Everglass, compte tenu du positionnement de la plaquette et de l'activité exercée par l'entreprise voisine (SRPVI). »

L'inspection constate que des dépassements, tant en période estivale (propice aux envols de poussières) et en période hivernale (moins propice aux envols), du seuil de 500 mg/m²/j sont

observés. Ces derniers peuvent aussi être dus à des poussières en provenance d'autres activités avoisinantes du site Everglass. L'exploitant doit poursuivre le déploiement de son plan de surveillance et d'en tirer les enseignements ad hoc pour mieux appréhender la thématique et adapter et/ou renforcer les mesures déjà en place.

La périodicité semestrielle de réalisation de cette surveillance des émissions diffuses de poussières doit être maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les actions de surveillance des émissions diffuses des poussières à fréquence semestrielle et de discriminer plus précisément les sources d'émission pour les secteurs marquants au-delà des 500 mg/m²/j, qu'elles soient internes à l'établissement Everglass et/ou externes à l'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Système de traitement des eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

En lieu et place du traitement des effluents (pour le point de rejet n° 1) indiqués à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2023 susvisé, l'exploitant respecte les dispositions suivantes.

Les effluents du point de rejet n° 1 sont traités avant ce point de rejet au moyen de deux séparateurs à hydrocarbures distincts, puis d'un bassin de décantation, puis d'une station de traitement biologique, de type bioréacteur à membranes, et de traitement par filtration sur charbon actif. Ces dispositifs de filtration font l'objet d'un remplacement périodique dès lors qu'ils sont saturés. L'exploitant fait un suivi de ce niveau de saturation pour garantir un traitement optimal de ses effluents.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que la saturation des charbons actifs du traitement des effluents liquides était suivie par le prestataire O'Vive. À cet effet, l'exploitant a présenté le dernier bordereau de suivi de déchets suite au remplacement du charbon actif usagé en date du 29/07/2025.

L'exploitant précise que les filtres au charbon actif seront remplacés au courant de premier semestre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Maîtrise du risque incendie au niveau du dépoussiéreur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Dans son étude de dangers de 2022 susvisée, l'exploitant a prévu des dispositions pour renforcer la maîtrise du risque incendie dans l'aspiration d'air du sécheur avant le filtre à manches (dépoussiérage), compte tenu de la présence de particules incandescentes. L'exploitant met également en place, tout en s'assurant de leur efficacité, les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- installation d'un cycloneur en amont du filtre pour ne pas envoyer de matières incandescentes dans le filtre ;- installation d'un système d'asservissement qui arrête les brûleurs en cas de détection d'un bourrage ;- arrêt des brûleurs en cas d'arrêt du tapis d'alimentation ;- installation d'une alarme si la température dans le filtre est supérieure à la température de l'air chaud. Les asservissements pour la mise en sécurité des brûleurs respectent les dispositions suivantes en matière de contrôle. L'exploitant procède périodiquement à des essais pour s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes indiqués ci-dessous. L'exploitant assure la traçabilité de ces essais.

Critères contrôlés	Positionnement du contrôle sur l'installation	Asservissement	Nature du Contrôle
<ul style="list-style-type: none"> Température au niveau du brûleur du sécheur (Sonde - température max « (350°C) 	<ul style="list-style-type: none"> Température brûleur 	<ul style="list-style-type: none"> Dès lors qu'une de ces températures est atteinte, le brûleur se met à l'arrêt 	Contrôle et maintenance par automaticien pour vérification de l'asservissement.
<ul style="list-style-type: none"> Température en sortie d'air du sécheur (Sonde - température max 100°C) 	<ul style="list-style-type: none"> Sortie sécheur aspiration 		
<ul style="list-style-type: none"> Température en entrée du filtre à manche (sonde - température max 80°C) 	<ul style="list-style-type: none"> Entrée dépoussiéreur 		
<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnement du tapis d'alimentation en matière du sécheur par contrôleur de rotation et arrêt d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> Tapis entrée sécheur 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à l'arrêt du tapis d'entrée sécheur et arrêt du brûleur. 	Contrôle visuel tapis entrée sécheur par les agents de production. Contrôle et maintenance par automaticien pour vérification de l'asservissement.
<ul style="list-style-type: none"> Détection bourrage en entrée du sécheur 	<ul style="list-style-type: none"> Sonde bourrage 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à l'arrêt du tapis d'entrée sécheur et arrêt du brûleur. 	Contrôle visuel entrée sécheur / sortie sécheur par les agents de production. Contrôle et maintenance par automaticien pour vérification de l'asservissement.

Constats :

L'exploitant a précisé que toutes les sécurités détaillées dans l'arrêté préfectoral sont bien mises en œuvre. Pour le justifier, l'exploitant a transmis les derniers rapports de vérifications internes semestrielles des asservissements pour la mise en sécurité des brûleurs.

En effet, les dernières vérifications ont respectivement eu lieu les 04/06/2025 et 14/01/2026. Les comptes-rendus de « Vérification des sécurités brûleur n°1 usine (ligne de production 0-25) » ont été consultés et pour chaque item contrôlé, il est indiqué « fonctionnel ». Aucune anomalie n'a été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

En lieu et place des « robinets d'incendie armés » exigés par l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé, l'exploitant met en place, aux emplacements adéquats, plusieurs extincteurs

<p>sur roue de capacité minimale 50 kg et positionnés de sorte à pouvoir attaquer un feu selon deux directions opposées.</p> <p>En sus des équipements prescrits., l'exploitant dispose d'un système d'extinction automatique d'incendie (EAI) à gaz dans les locaux électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien mis en place des extincteurs mobiles sur roue d'une capacité de 50 kg à plusieurs endroits au sein de l'établissement (hangar extérieur, entrée production, stock tampon, cuve GNR...).</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a bien constaté par sondage la présence d'extincteurs mobiles sur roue (50 kg) au niveau des zones requises. Les extincteurs sont positionnés de façon à pouvoir attaquer un feu naissant par deux directions opposées.</p> <p>Pour justifier de la conformité de l'EAI à gaz des locaux électriques, l'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique de ces installations pour les deux locaux électriques du site. En outre, ces contrôles ont été réalisés par Eurofeu en décembre 2025. Ces contrôles n'ont pas révélé d'anomalies sur les points contrôlés et permettent de conclure à un bon fonctionnement des asservissements associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En lien avec l'étude de dangers de 2022 susvisée, la capacité de confinement disponible sur site, spécifiquement dédiée pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, est a minima de 430 m³.</p> <p>Les volumes de confinement sont constitués dans des zones étanches et intègres, et l'exploitant est en mesure de le justifier.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs qui attestent des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction. De manière générale, les dispositifs d'isolement et de rétention des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables localement en toute circonstance (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel ou, en son absence, par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie/pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir statuer, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.</p> <p>L'éventuelle pompe de relevage des effluents, en aval de la zone de rétention des eaux d'extinction, s'arrête par actionnement d'un dispositif coup de poing manuel et/ou automatiquement lors de la détection d'un incendie survenant sur site.</p>

Constats :

En sus de la prescription supra, un courrier préfectoral a été adressé à l'exploitant le 7 octobre 2025 pour lui octroyer un sursis à la réalisation des travaux pour permettre un confinement des eaux d'extinction sur site. La mise en conformité doit intervenir au plus tard en août 2028.

Comme précisé à plusieurs reprises, la zone actuelle non étanchée doit faire l'objet au préalable d'investigations des sols et des eaux souterraines sur les paramètres pertinents susceptibles d'avoir généré une contamination au regard de la nature des effluents y transitant depuis de nombreuses années. Dans les actions en cours listées dans son courriel du 17/02/2026, l'exploitant précise les éléments suivants « Devis pour analyses de sols reçus (déploiement possible en 2 mois) - à mettre en œuvre dès projet étanchéification acté et planifié »

Au jour de l'inspection, l'exploitant précise n'avoir ni avancé sur la solution technique à mettre en place pour le confinement des eaux d'extinction ni sur le calage des interventions pour les investigations environnementales de la zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- procéder, sous six mois, aux investigations de sols (fond et parois du bassin actuel non étanche) et des eaux souterraines sous-jacentes pour diagnostiquer une éventuelle contamination par les effluents y ayant transité depuis des années. L'exploitant réalise des analyses sur l'ensemble des paramètres listés dans le pack ISDI pour être le plus exhaustif possible ; le cas échéant, des mesures de gestion sont mises en œuvre selon les résultats observés à l'issue de ces analyses ;
- poursuivre les transmissions à l'inspection, pour préciser l'état d'avancement et les solutions techniques retenues pour doter l'établissement d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction de 430 m³ a minima au plus tard pour le mois d'août 2028.

L'exploitant transmet également, d'ici la fin de l'année 2026, les bons de commande précisant la bonne prise en compte de la mise en conformité attendue en matière de confinement des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 2.3 et 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2.3 – Conditions générales de rejet

L'article 3.3. « Conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 février 2023 susvisé est remplacé comme suit.

	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm ³ /h) corrigé de la température	Vitesse minimale d'éjection (m/s)	Température en sortie de cheminée (°C)
Conduits N° 1	12,0	1	12 331	5	40
Conduits N° 2	12,0	1,2	28 409	8	40
Conduits N° 3	12,0	0,8	7 418	5	60
Conduit N° 4	9,5	0,8	13 043	8	30
Conduit N° 5	9,5	0,8	12 236	8	50

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celles éventuellement nécessitées par les procédés utilisés.

L'installation est équipée de dispositifs de capotage, de captage et d'aspiration adaptés aux risques et qui permettent de respecter les valeurs limites d'émission précisées dans ce point.

ARTICLE 2.4 – Valeurs limites de concentrations des rejets atmosphériques et flux en poussières

L'article 3.4. « Valeurs limites de concentrations des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 février 2023 susvisé est remplacé comme suit.

Conduits n° 1 et 3	Concentrations instantanées
Poussières	100 mg/Nm ³ lorsque le flux est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 mg/Nm ³ lorsque le flux est supérieur à 1 kg/h
NO _x	300 mg/Nm ³
SO ₂	35 mg/Nm ³

5/11

Conduit n° 2, 4 et 5	Concentrations instantanées
Poussières	100 mg/Nm ³ lorsque le flux est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 mg/Nm ³ lorsque le flux est supérieur à 1 kg/h

Le flux cumulé en poussières ne doit pas excéder 11,5 kg/h pour l'ensemble des conduits canalisés (5 conduits réglementés). Si le flux horaire cumulé *supra* est dépassé, une mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires est effectuée.

Constats :

La dernière campagne de mesurage des rejets atmosphériques au niveau des 5 conduits réglementés a été réalisée en novembre 2025.

La consultation du rapport établi à cet effet par la SOCOTEC a permis de constater que :

- l'ensemble des paramètres réglementés avaient fait l'objet de mesures ;
- l'ensemble des valeurs limites en termes de concentration, de flux par paramètres analysés étaient respectés ;
- les vitesses d'éjection des gaz et les débits de rejet mesurés par conduits étaient au-deçà des

valeurs prescrites, telles que détaillées dans l'APC de 2025.
Les résultats observés permettent de conclure à la conformité des installations en termes de rejets gazeux canalisés sur les paramètres réglementés : poussières, NO _x et SO ₂ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Analyse PFAS dans les eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>Les résultats ont été renseignés sur l'application GIDAF.</p> <p>Les PFAS suivants ont été quantifiés au moins une fois lors des campagnes de mesures : PFBA (novembre), PFPeA (novembre, décembre et janvier), PFHxA (novembre, décembre et janvier), PFHpA (novembre et décembre) et PFOS (novembre) .</p> <p>L'exploitant indique n'introduire aucune molécule dans le process donc aucun PFAS.</p> <p>Selon l'exploitant ces substances pourraient provenir des résidus fluorés organiques présents dans les déchets de verre que sont réceptionnés et broyés sur le site de Chateaubernard et provenant de différentes collectivités.</p> <p>La variation des résultats peut être expliquée par la diversité des verres entrés sur le site, à raison d'une quarantaine de camions par jour.</p> <p>L'exploitant indique avoir fait analyser le 24/06 les eaux du réseau AEP, utilisées pour arroser le stock de calcin afin de limiter les envols de poussières. Il y est constaté la présence des mêmes PFAS mais en quantité inférieure à celles retrouvées dans les eaux pluviales du site.</p> <p>L'exploitant suit la qualité des eaux souterraines via 3 piézomètres installés en amont et en aval du site. Étant donné que le bassin de récupération des eaux pluviales n'est pas imperméable, il ne peut être exclu un lien entre les eaux souterraines et les eaux pluviales du site. Ce point doit être investigué.</p> <p>La station de traitement des eaux va être améliorée par l'ajout d'un filtre à charbon actif, ce dernier pourrait piéger les PFAS et améliorer la situation des rejets non-conformes en DCO ; ce dispositif va être ajouté d'ici fin 2024. Afin de s'assurer de l'efficacité de ce traitement supplémentaire sur l'émission des PFAS, une analyse des rejets eaux sera réalisée.</p> <p>1/ Après la mise en place du filtre à charbon actif sur la station de traitement des eaux, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé un prélèvement pour analyser les PFAS.</p> <p>2/ Lors des 2 prochaines campagnes de prélèvement, l'exploitant fait analyser les PFAS dans les eaux souterraines afin de s'assurer de l'absence d'impact du site sur ces eaux et inversement.</p> <p>3/ Dans le cas où des PFAS sont présents dans les eaux souterraines, l'exploitant analyse la</p>

situation au regard de la possible contamination des eaux de surface du bassin avant rejet par des remontées de nappe.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une analyse des eaux de surface le 14/02/2025 a posteriori de la mise en place d'un système de traitement par charbon actif (mise en place intervenue en octobre 2024) de la station d'épuration (STEP) du site.</p> <p>Deux mesures ont été opérées, dont une en amont du traitement par la STEP interne et une après traitement. L'abattement en PFAS est significatif grâce à la filtration au charbon actif ; par exemple en AOF, une teneur avant traitement est observée à 200 µg/l et après traitement à 2 µg/l.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas fait réaliser d'analyse des eaux souterraines pour s'assurer de l'absence d'impact en PFAS/AOF. L'inspection précise que les analyses en PFAS/AOF dans les eaux souterraines et dans les sols – au niveau de différents emplacements de l'établissement – devront être menées rapidement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de réaliser des investigations de sols et des eaux souterraines en PFAS et AOF. Cette action permettra également de répondre en partie à la demande formulée au point de contrôle n° 16 « Confinement des eaux d'extinction ».</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 19 : Clôture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/06/2019, article 7.1.4
Thème(s) : Autre, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a relevé que les portions de clôture, se trouvant derrière la zone de stockage de RTO et allant jusqu'à la limite avec la société SRPVI, n'étaient pas en bon état, voire inexistantes à certains endroits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de remettre en conformité la clôture qui ceinture l'établissement pour répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois